

ROUGE VIF N°17



Ottignies-Louvain-la-Neuve

Mai 2016

Dans ce numéro

1. Edito de notre présidente
2. Changement au bureau de la section
3. Annie Galban-Leclef présente deux réalisations qu'elle a suivies comme échevine des travaux (bâtiments)
5. Valmy se raconte
9. Les grands projets urbanistiques à OTLLN
11. In memoriam
12. Bientôt
13. Informations pratiques

Editeur responsable :
Viviane Willems
Avenue des Capucines, 47
1342 Limelette

OUI,
j'adhère!



L'edito de notre présidente



1er mai, jour de lutte et jour de fête

Le 1er mai est un symbole. Le symbole des luttes ouvrières du passé. C'est une vieille histoire.

Mais aujourd'hui encore, le 1er mai est encore le symbole de la lutte contre la crise, le chômage et l'exploitation des populations de pays pauvres.

Le 1er mai est un jour de fête.

Un jour de fraternité et de camaraderie. Fraternité et camaraderie entre celles et ceux qui, dans le monde, manifestent pour le progrès, l'égalité, la solidarité et la liberté.

En Europe, depuis la crise financière de 2008, presque tous les gouvernements diminuent les budgets sociaux et offrent moins de services à la population. Cela aggrave la crise et augmente encore le chômage. De plus en plus de gens sont désespérés. Un peu partout dans le monde, il est toujours nécessaire de lutter pour avoir un travail avec un salaire juste dans un environnement décent. Le 1er mai est l'occasion de le rappeler. Le 1er mai est le jour de la fête du travail.

Une vieille histoire qui est toujours d'actualité.

Au nom de toute l'USC, je vous souhaite une heureuse fête de travail.



Viviane WILLEMS

Changement au bureau de la section



Ferdinando a rejoint le bureau comme Vice-Président

**Elodie LEBRUN
Et Ferdinando
PALMERI
ont rejoint le
bureau**

C'est avec honneur que je suis devenu Vice-Président de notre USC. Pour moi, un bon vice-président est une personne avec des convictions fortes, l'envie de s'investir, qui s'intéresse à la chose politique et qui veut être proche des gens. Qualités que je pense détenir. J'ai l'envie et l'ambition d'aider notre USC dans son évolution permanente notamment vis-à-vis des prochaines élections communales. La politique au niveau local est probablement le niveau de pouvoir le plus important étant donné que c'est à ce degré de la politique que nous sommes le plus proche des citoyens. Il était dès lors primordial pour moi de travailler en commun avec le PS Ottignies-Louvain-La Neuve pour me rapprocher de la population Ottintoise.



Elodie a rejoint le bureau comme secrétaire

Petite fille d'ouvrier, mes valeurs socialistes sont non seulement familiales mais font également l'objet d'une réflexion personnelle. Comme secrétaire, je souhaite apporter mon soutien à l'USC et faire de belles rencontres citoyennes.

La Pétanque Club du Blanc-Ry vient d'intégrer ses nouvelles installations à l'avenue Baudouin 1er !



Il s'agit d'un dossier que j'ai initié comme Echevine des Sports et que j'ai continué à suivre comme Echevine des Bâtiments.

Notre Echevine, Annie GALBAN – LECLEF, qui a en charge les travaux « bâtiments », nous a remis deux articles sur des chantiers qu'elle a suivis.

En 2008, le club est monté en division 2 fédérale. Les pistes intérieures situées dans leurs installations à la Ferme du Douaire n'étaient donc plus conformes. Un projet a été rapidement étudié mais il fallait trouver un lieu d'implantation. Cette tâche n'a pas été simple. L'idée d'une infrastructure à Céroux a été refoulée par les riverains. Ensuite, en 2009, on a imaginé une installation au Bois des Rêves et des contacts ont été pris avec la Province. Sur le plan urbanistique, cela posait quelques problèmes. On a aussi imaginé la dalle du RER à l'avenue de Jassans à Limelette, ce qui a également fait monter des riverains au créneau. Bref, cela a sensiblement retardé le dossier.



En 2010, on a malgré tout désigné l'auteur de projet. Le montant des travaux pour la construction d'un hall avec des pistes intérieures aux normes et des pistes extérieures a été estimé à 400.000 €. Je me suis ensuite rendue chez Infrasports à la Région

Wallonne pour négocier un subside de 75 %. En janvier 2012, j'ai annoncé lors de la soirée des mérites sportifs que le Conseil Communal avait adopté à l'unanimité ma proposition d'installer le club de pétanque à l'avenue Baudouin 1er à Louvain-la-Neuve à côté des infrastructures du club de rugby. Un premier projet a été rentré mais les offres reçues dépassaient largement l'estimation. On a donc du adapter celui-ci en fonction du subside de 300.000 € de la Région wallonne. Avec l'auteur de projet, nous avons alors décidé de changer uniquement le bardage. La Province du Brabant Wallon a pour sa part financé le solde à concurrence de 100.000 €. Plusieurs membres du club ont réalisé les finitions intérieures.

Depuis quelques jours, les boulistes ottintois bénéficient d'un superbe hall de 400 m² comprenant une cafétéria, un bureau, des sanitaires et 12 pistes intérieures à côté de 26 pistes extérieures.

L'inauguration officielle aura lieu en septembre prochain.

La nouvelle école de Lauzelle a accueilli les élèves le 11 avril dernier.

**Nouvelle
Ecole de
Lauzelle**

**Inauguration le
24 juin 2016**



L'école de Lauzelle bénéficiait de pavillons provisoires depuis 1990. En 2004, Jacques Benthuyts, Echevin de l'Enseignement et des Bâtiments à l'époque, pensait déjà à la construction d'une nouvelle école. Un partenariat public-privé avait été évoqué au Collège Communal mais cette idée a été abandonnée car l'investissement était peu rentable.

En 2011, la Ville a introduit une demande de financement exceptionnel à la Fédération Wallonie Bruxelles et a obtenu un accord de principe pour 60 % de subsides dans le cadre du financement alternatif des bâtiments scolaires. Le montant du projet est de 5.300.000 € TVA comprise. Pour le solde, la Ville a obtenu un prêt à 1,25 % par la Commission Régionale d'Aide aux Communes.



Le 27 janvier 2014, comme nouvelle Echevine des Bâtiments, j'ai assisté à la première réunion avec l'entreprise désignée et l'architecte.

La Ville a loué pour l'école des pavillons qu'elle a installés au Parc Athéna pour la durée du chantier.

Le 4 août 2014, les travaux ont démarré. Le chantier a bien avancé et n'a pas accusé de retard. Début janvier 2016, les élèves ont déjà pu utiliser la salle de gymnastique. Les travaux étaient quasiment terminés.

Mon Collègue, Michel Beaussart, Echevin de l'Enseignement, a estimé qu'il serait bien que les enfants prennent possession des nouveaux bâtiments après les vacances de Pâques. Le 11 avril dernier, les enseignants mais surtout les 250 écoliers ont intégré ce lieu magique. Les 12 classes fixes, les 3 locaux polyvalents, le réfectoire et la conciergerie sont très lumineux et parfaitement agencés. Les abords sont également bien conçus. De plus, cette nouvelle infrastructure s'intègre parfaitement bien dans le quartier. L'inauguration aura lieu le 24 juin prochain et sera suivie de la fête de l'école.

Annie Galban-Leclef

|



Valmy se raconte -13-



Nous sommes en 1979 et je suis sénateur depuis deux ans. Je m'efforce de remplir au mieux mon mandat de parlementaire.

Au Conseil culturel, je dépose, au cours de la session 1979-1980, plusieurs propositions de loi l'une instituant un prix littéraire du Conseil culturel de la Communauté française, une autre créant un "conseil supérieur des musées" et surtout, avec Melchior Wathelet (PSC), une proposition de décret fixant les "conditions de reconnaissance des radios locales" (18 mars 1980).

J'interviens aussi dans la discussion du projet de décret, déposé par le ministre Hansenne, sur les "conditions de reconnaissance des organisations de jeunesse et l'octroi de subventions à celles-ci" (3 juin 1980).

Au Conseil Régional wallon (actuellement Parlement de Wallonie), j'interpelle le Ministre-Président sur la "situation économique du Brabant wallon" évoquant notamment les difficultés que rencontre Fabelta à Tubize, les Forges de Clabecq ou encore les Usines Henricot à Court-St-Etienne (9 décembre 1980).

Pourtant, au plan local et régional, soufflent des vents contraires, qui me fouettent le visage.

Une équipe autour de Georges Dumortier, président de la section PS de Louvain-la-Neuve, s'active sur le site universitaire en multipliant des initiatives, dont je suis soigneusement tenu à l'écart : publication d'un manifeste en 1979 ("Qui sommes-nous? Que voulons-nous?"), édition, à partir de juin 1980, d'un trimestriel "Le p'tit Rouge", dont tous les éditoriaux sont signés par Georges Dumortier ; ce bulletin annonce aussi les activités de "PAC. Allegro (LLN)": des "midis politiques", des débats, des tables rondes, des causeries,...

En mars et en juin 1980, sont créées, coup sur coup, deux asbl sur le site de Louvain-la-Neuve. La première s'appelle "Centre artistique régional de la Jeunesse" dont l'objet est "la formation et l'animation artistique " et la seconde "Centre d'Etudes pour la Recherche et l'Animation, C.E.R.A." dont l'objet est "l'organisation de la recherche et de l'animation sur le plan social, économique et culturel dans le Brabant wallon". Parmi les fondateurs, on notera André Léonard, le secrétaire national du PSB, Philippe Moureaux, l'homme de confiance d'André Cools, le syndicaliste (SETCa) Jean-Marie Collignon et Camille Schmitz, l'animateur PAC de Louvain-la-Neuve. Que du beau monde !.

Tout cela est très curieux, surtout mis en parallèle avec les initiatives CESEP et CEPULB dont j'ai parlé plus avant..

Je m'en inquiète auprès d'André Cools dans une lettre personnelle, datée du 25 juin 1980. La réponse est la convocation des président (Claude Delcroix) et secrétaire (Paul Limet) fédéraux, ainsi que les quatre élus du Brabant wallon (Basecq, Sweert, Jandrain et moi-même) devant l'Exécutif national du PS le 17 juillet pour une concertation sur "la cellule de travail sur le campus universitaire de Louvain-la-Neuve". Je n'ai aucun souvenir de cette réunion. Je ne suis pas certain qu'elle ait eu lieu.

En revanche, ce dont je me souviens – j'ouvre ici une parenthèse dans mon récit - c'est le décès de Pierre Falize survenu le 12 juillet 1980. J'étais allé le voir à l'hôpital Brugman, quelques semaines plus tôt. Bien que fort diminué, il avait souhaité que nous buvions un verre de vin ensemble. Je garde de cet homme un souvenir attendrissant et émerveillé; j'éprouvais pour lui à la fois attachement et affection. Il est enterré au cimetière de Braine-le-Château. Pendant près de dix ans, ses anciens collaborateurs, à chaque date-anniversaire de son décès, allèrent se recueillir et fleurir sur sa tombe.

C'est à ce moment qu'apparaît aussi, à l'échelon du Brabant wallon, un homme nouveau, qui ne cache pas ses ambitions politiques, maintenant que le mandat de député - après le surprenant départ d'Alfred Scokaert - est ouvert. Il s'appelle Robert Willermain.

Après un détour par les milieux de droite et transité par la famille libérale, Robert Willermain est devenu, depuis peu, chef de Cabinet du ministre socialiste du Commerce Extérieur, le borain Robert Urbain, dans le gouvernement Martens II (janvier 1980).

Trente-six ans, ingénieur commercial, assistant à l'Ecole de Commerce Solvay (ULB), gendre d'un professeur en vue de cette école (prof. Neumann), l'homme qui réside à Ohain la richissime, depuis plus de 15 ans, n'est pas dépourvu d'atouts. Il lui manque pourtant, pour partir à la conquête politique du Brabant wallon, une structure et une base.

La structure - même si elle n'est pas, à première vue, très politique - sera une asbl (une de plus) créée en 1980 et intitulée "Perspectives du Brabant wallon". L'objectif : aider les petites et moyennes entreprises de la région à "se retrouver" dans le magma de la législation existant à leur égard, objectif qui permettra à notre homme de sillonner et d'établir des contacts dans toute la région, d'Huppaye à Tubize.

La base sera la commune de Rebecq - où notre homme émigre plus formellement que réellement - dans l'ouest du Brabant wallon, une sous-région en manque de représentation parlementaire depuis quelques années. Il y ambitionne le poste de maire en 1982; en attendant, il met la main sur la solide section du PS, en devenant son président.

Tout cela ne devrait pas m'inquiéter outre mesure. Le créneau "petite et moyenne entreprise" n'est pas spécialement le mien (et c'est heureux qu'une initiative, légèrement colorée socialiste, s'y développe) et Rebecq est loin d'Ottignies (même si j'y compte d'excellents amis et tiens mensuellement une permanence sociale à la Maison du Peuple de Quenast).

Une rencontre de "Perspectives du Brabant wallon" à Wavre - annoncée par un article sur cinq colonnes dans le "Soir" - en janvier 1981, (bien que sénateur, je n'y suis pas invité) avec comme invité d'honneur le Vice-Premier Ministre, Guy Spitaels - a de quoi me surprendre et me troubler. Cette présence de Guy Spitaels, n'est-ce pas un adoubement de Willermain ? Spitaels et moi, nous nous connaissons (Institut de sociologie) et fréquentons (y compris en famille) depuis près de 20 ans. Nous avons plusieurs fois arpenté ensemble les congrès des socialistes

wallons, comme ceux d'ailleurs du Mouvement Populaire Wallon (MPW), ...

Il n'empêche que je dois réagir. J'appelle Spitaels. Je suis rassuré.

Pour être complet, il faut signaler la création à Nivelles, à l'initiative d'Alain Petit - qui a des ambitions sur la cité des Aclots et qui lorgne aussi vers un mandat parlementaire - d'une autre asbl, en juin 1981, intitulé "Forum". Cette dernière se défend de vouloir concurrencer "Perspectives du Brabant wallon" mais chasse, du moins à Nivelles, sur le même terrain. Je participe (j'y suis invité) à la présentation officielle de cette association (je suis ministre à l'époque) et y développe un plaidoyer en faveur d'une attitude moins nombriliste de la part des Nivellois. Cette association n'aura qu'une existence éphémère, mais je la soutenais car Alain Petit (qui était un militant de PAC) apparaissait comme l'anti-Willermain...

Pendant ce temps, la bataille pour la présidence nationale du parti bat son plein. Outre Spitaels, deux autres candidatures se sont déclarées: l'une attendue, Ernest Glinne - soutenu par la tendance "Tribunes socialistes"¹ - et l'autre beaucoup plus surprenante, Alain Vanderbist - qui s'est déclaré "le candidat de l'effraction".

Dans les coulisses, André Cools bataille ferme en faveur

¹ « Tribunes socialistes » est le nom d'un mouvement (une tendance) au sein du Parti socialiste animé par Ernest Glinne, Jacques Yerna, Willy Burgeon, Jen-Pierre VanRoye (Brabant wallon),....L'objectif de ce

mouvement était de « rappeler un certain nombre de positions doctrinales qui ont tendance à s'étioler au gré des participations gouvernementales ».

Le premier numéro du journal « Tribunes socialistes » est distribué le 1^{er} mai 1978.

Ce mouvement disparaîtra avec l'élection présidentielle de 1981.

de son poulain (Spitaels), mais certaines fédérations – dont celle de Charleroi à laquelle Glinne appartient – se montrent réticentes. Philippe Busquin, hésitant, se fait solidement "remonter les bretelles".

Quant à moi, je m'envole pour le Québec l'esprit tranquille (tout est relatif!) ...après mon entretien téléphonique avec Guy Spitaels. J'échappe ainsi à la fièvre électorale qui sévit dans les rangs du PS, à quelques jours de l'élection du nouveau président.

Le voyage que préside Irène Pétry – j'étais assis à côté d'elle pendant le vol, voilà de quoi déjà me rassurer – s'inscrit dans le cadre des relations entre le Parlement du Québec et celui de la Communauté française de Belgique. Notre délégation est donc composée, outre la présidente, des différents chefs de groupe et d'un fonctionnaire du conseil, Pierre Hazette, qui deviendra par après, ministre libéral de l'enseignement et ensuite

délégué de la Communauté Wallonie-Bruxelles à Dakar.

A notre arrivée, nous sommes très chaleureusement accueillis – comme des cousins que l'on retrouve après quelques années d'absence. Ne parlons-nous pas la même langue, même si nos accents sont différents?

Pendant une semaine (du 14 au 21 février 1981), nous visitons Montréal et son vieux quartier autour de la place Jacques Cartier, Québec, son château Frontenac et le fleuve St Laurent, sans oublier le majestueux Parlement au sommet duquel flotte, en notre honneur, notre drapeau frappé du coq wallon.

Nos travaux se tiennent, quant à eux, au bord du lac de Beauport – gelé, car il fait très froid en février à Québec. Un soir – je me souviens forcément de la date – je fus fêté pour mon anniversaire. A cette occasion, Irène Pétry m'offrit comme cadeau, au nom du groupe, un petit train en bois (je le possède toujours, car, très solide, il a résisté à plusieurs générations de petits

enfants qui en firent un de leurs jouets préférés). C'était un clin d'œil à ma phobie de l'avion et ma très nette préférence pour ce moyen de locomotion terrestre. Mais c'était en même temps prémonitoire.

Rentrés la veille du congrès de Namur, nous voici replongés dans la fébrilité de la campagne électorale présidentielle.

L'enjeu est d'importance. Il ne sera pas sans conséquence - y compris pour moi.

(à suivre)

Les grands projets immobiliers à Ottignies-Louvain-la-Neuve

....Pour nous, l'approche doit consister à penser les choses à partir de la centralité de la question du logement et de son abordabilité pour tous....



Luc Laurent
Vice-Président

La position adoptée par la plupart des participants à l'Assemblée générale du 13 avril 2016

L'USC d'OLLN s'est penchée sur les différents projets de développement de la Ville en matière de logements, le cas échéant avec bureaux et commerces, et entend se positionner sur ceux-ci en termes de qualité du vivre-ensemble dans la diversité.

Elle entend bien que les divers projets lui conservent ce caractère et renforcent l'identité de ville ouverte à tous, qu'elle risque de perdre, voire est en train de perdre. Certes les centaines de logements annoncés, l'extension de surfaces commerciales attirant une chalandise de passage, peuvent modifier son profil, mais il n'est pas dans nos intentions de s'en tenir à un malthusianisme de façade, un entre-soi fermé, frileux pour l'avenir, en aurions-nous le pouvoir.

Les différents projets en cours ou sites en discussion dont il est question, sont les suivants :

- **le projet Melin**, à côté du Douaire, dans un stade d'avancement de permis refusé en raison du voisinage de la Ferme du Douaire, pour une raison de procédure patrimoniale, 50 à 60 logements
- **les Etablissements Decoux**
- **le site des Bétons Lemaire**, site de plus de 8ha où sont prévus à terme de 20 ans, 600 logements, friche industrielle prévue en SAR
- **Courbevoie à l'entrée de LLN**, où 500 logements seront construits sur le parking RER, quartier de 3,2 ha d'appartements, kots et bureaux
- **Athéna (Lauzelle)** comprenant 30 ha destinés notamment à accueillir progressivement 1600 logements

Sans parler de ce qui est aujourd'hui en construction, un « resort de luxe » face au Lac, à côté de l'Aula Magna et, point sur lequel nous reviendrons, l'extension du centre commercial l'Esplanade.

Malgré cette abondance, voire cette surabondance programmée de l'offre résidentielle, le renchérissement de l'immobilier est un fait majeur et constant, excluant de fait du développement de la Ville de très larges couches de la population : non seulement les personnes aux revenus faibles et très faibles, aux revenus de remplacement, mais aussi des personnes aux revenus moyens, des actifs (facteurs et factrices, caissiers et caissières, manutentionnaires, techniciens et techniciennes, cheminots, infirmières et infirmiers, instituteurs et institutrices, ouvriers, employés, jeunes commençant une vie professionnelle,...).

Cette évolution est inacceptable pour nous car elle fait d'OLLN une ville excluante. Nous entendons bien l'infléchir de manière vigoureuse.

Pour nous, l'approche doit consister à penser les choses à partir de la centralité de la question du logement et de son abordabilité pour tous. C'est à partir de la fonction opérationnelle du logement qu'il faut (re-)penser les questions de mobilité, d'aménagement du territoire, de proximité des services et des commerces de première nécessité, des services à la petite enfance, des écoles, des services pour les personnes âgées, etc..., en anticipant l'ensemble des problématiques générées.

Dans ce contexte, deux aspects doivent être abordés de front : celui de la densité et de la densification ; celui de la mixité sociale.

La densification

Il faut aborder cette question sans hypocrisie. Qui en réalité veut la densification ? L'image idéalisée est celle de sa maison entourée d'un grand jardin. Pour les pouvoirs publics, la densification signifie des services urbains lourds. Pour les promoteurs, la petite maison standard, le petit immeuble à appartements au vert, est plus facilement commercialisable et offre une meilleure marge. L'étalement urbain constitue cependant une forme urbaine non durable. Et par contraste, LLN permet de voir qu'il existe un véritable attrait pour des maisons mitoyennes dans de vraies rues et des immeubles à appartements voisins. La densité de l'urbain, avec ses services permet une

qualité de vie, une vie de voisinage enrichissante. Cessons donc, comme certains, d'agiter la densification comme une forme urbaine non acceptable même par ceux qui y vivent aujourd'hui et en bénéficient. Les gens qui ont les moyens ont toujours pu choisir où ils s'installent et le feront demain. Ils ne peuvent y trouver argument pour rejeter de plus en plus loin celles, nombreuses, nous l'avons montré, qui n'en disposent pas. D'où notre volonté d'une densification raisonnée et raisonnable dans les centres agglomérés, proches des transports en commun, et les vides qu'ils offrent : 25, 30, 40 logements à l'hectare ; davantage le cas échéant en fonction d'une analyse fine intégrant toutes les données décrites ci-avant. Ce qui implique l'avis des citoyens, riverains, et de travailler l'acceptabilité sociale et politique de la densification.

La mixité sociale

Cette notion est souvent ramenée à celle de la mixité des niveaux de revenus, de statut économique. C'en est certes une composante. Elle est toutefois bien plus large : mixité des générations, mixité des modèles familiaux (personnes seules, couples hétéro- ou homosexuels, avec ou sans enfants, familles monoparentales), mixité ethnique et culturelle. La mixité sociale doit donc être approchée dans sa globalité et elle doit viser aussi bien le parc de logements publics que le parc de logements privés.

Il n'est pas correct que le parc de logements publics, insuffisant par rapport à la demande, soit le seul à assurer la mixité sociale. Celle-ci est une construction sociale, elle résulte de la volonté et de la capacité-limitée- des pouvoirs publics mais aussi des porteurs de l'intérêt général à un titre ou un autre, et de la responsabilité sociale des entreprises.

Les réflexions qui précèdent structurent les positions qui suivent.

Par rapport aux nouveaux logements en prévision, l'objectif de 10% de logements publics est manifestement insuffisant. Il faut et dans une volonté de rattrapage car la Ville qui atteignait et dépassait même les 10% est revenue en deçà de ce pourcentage du fait du nombre de logements privés construits au fil des ans-viser un objectif de 20 à 25% de

logements publics. Un tel pourcentage est inscrit dans la législation française depuis des années et fait l'objet d'un consensus politique non remis en question par les divers gouvernements, y compris de droite.

Les 25% sont prévus pour les zones tendues, celles où la demande est forte et les prix élevés, ce qui est objectivement le cas pour OLLN et les communes avoisinantes. C'est donc un tel pourcentage que nous visons pour les nouveaux développements en perspective, au niveau des quartiers, des immeubles et des types d'habitations dans les immeubles.

A cette fin, nous préconisons la négociation avec les promoteurs, la prise ferme par la slsp concernée d'un quota de logements à prix négociés dans les plafonds fixés par et en collaboration avec la Région.

Pour les terrains appartenant à l'UCL, nous préconisons la cession des terrains sans captation à son profit de la plus-value dégagée depuis leur acquisition au début des années septante. En effet l'ampleur des espaces acquis avec le concours des autorités publiques dépassait son seul métier de base d'éducation et de recherche, mais s'inscrivait dans la conception des fondateurs de créer un véritable pôle urbain avec ses services (notamment, des logements sociaux y sont prévus et réalisés dès le départ). Il n'est pas excessif, ni scandaleux de faire appel à son sens moral, d'exiger que l'UCL en revienne à cette conception première, sans davantage se transformer en marchand immobilier du

temple, conformément par ailleurs à la doctrine sociale de l'Eglise qu'elle représente.

Pour ce qui a trait à l'Esplanade, le modèle économique mis en œuvre n'est certes pas celui qui entraîne de notre part un assentiment enthousiaste. Pour autant il apparaît aujourd'hui comme un fait et son extension programmée comme une donnée à laquelle le pouvoir public ne peut s'opposer mais qu'il se doit d'encadrer.

Deux exigences sont formulées. La première est que cette extension ne prolonge pas simplement le bunker commercial mais s'ouvre largement sur son environnement direct. La seconde porte sur l'intégration dans cette extension d'au moins 15% de la surface destinée à l'économie sociale et solidaire. Compte tenu de la surface existante uniquement commerciale, ce pourcentage sera proportionnellement nettement plus bas, et acceptable.

Nous demandons à la Ville de mettre tout en œuvre à cet égard en collaboration avec les niveaux de pouvoir compétents, tout en sachant que le propriétaire, l'UCL, peut plus efficacement nuancer la dérive marchande dans les contrats de cession.



In Memoriam



Notre amie Léopoldine BUFFIN –

CHAMPAGNE nous a quittés, le 11 février dernier. Léo, comme on l'appelait, était une figure bien connue d'Ottignies. Elle avait tenu une épicerie à la Place des Déportés pendant plusieurs années avant d'ouvrir le café « La Ferme » au même endroit. Léo tenait seule cet établissement en semaine et son époux, Emile Buffin, l'aidait le week-end. A la retraite, elle s'est impliquée au club d'athlétisme le CS Dyle dont Emile était le Président. Souvent, elle tenait le bar lors des compétitions. Elle lui a également prêté main forte quand il était le Vice-Président de la Foire Commerciale. Léo a aussi soutenu Emile, lorsqu'il était candidat sur notre liste en 1994. Quand il est devenu Vice-Président, puis Président du Conseil Consultatif des Sports, elle

était toujours à ses côtés. Elle a également apporté une aide efficace auprès des pensionnés socialistes. Que de bons moments nous avons partagés ensemble lorsque j'avais le sport dans mes attributions: la préparation de la soirée des mérites sportifs de la Ville, le Trophée Commune Sportive où nous étions souvent vainqueurs, les repas de clubs, ...



Un autre ami, **Richard MOUTEAU**, vient aussi de s'en aller ce 7 avril. Membre du Vélo Club Ottignies depuis 1993, Richard a été Vice-Président et Trésorier de ce club sportif. Il exerçait cette fonction avec une extrême rigueur. Il était toujours membre du club cycliste Ottignies-Perwez. Ce passionné de la petite reine organisait, chaque année, depuis près de 20 ans, le Grand Prix Richard Mouteau à Rofessart. Quelques jours avant la course, il me téléphonait pour être certain que je n'oublie pas de venir remettre sa coupe. A chaque fois, c'était une joie de le retrouver. Nous avons partagé aussi de bons moments lors de la campagne électorale en 1994 où nous étions colistiers et en 2006, Richard soutenait son épouse Odette qui était à son tour candidate. Ce militant socialiste a voulu que l'on chante le chiffon rouge à ses funérailles.

De tout cœur avec Emile et Odette !



Annie GALBAN-LECLEF



Bientôt



Le samedi 24 septembre 2016 vers 19 heures

Notre USC organisera son repas annuel à la salle Jules Ginion.

Veuillez déjà le noter dans votre agenda

Une invitation officielle vous parviendra sous peu....



Suite au prochain bulletin....

Informations pratiques

Composition du Bureau de l'USC d'Ottignies-Louvain-la-Neuve



**Viviane
Willems**
Présidente



**Luc
Laurent**
Vice-
Président



**Ferdinando
Palmeri**
Vice-
Président



**Fatou
Coulibaly**
Vice-
Présidente



**Elodie
Lebrun**
Secrétaire



**Nadine De
Meyer**
Secrétaire
adjointe



**Thierry
Sneessens**
Trésorier



**Yves
Devulder**
Trésorier
adjoint

Nous contacter

Adresse e-mail : ps.otlln@gmail.com. – Site internet : www.ps-olln.be

Cotisation 2016

La cotisation annuelle s'élève à 12 € pour les retraités, étudiants et demandeurs d'emploi et à 24 € pour les actifs. Le montant est à verser sur le compte chèque postal compte IBAN BE87 0000 6702 6794 (BIC BPOTBEB1) PARTI SOCIALISTE USC- 1340 OTTIGNIES.

Les timbres sont disponibles après mise en ordre de cotisation auprès de Thierry Sneessens.